

**DECRET N° 00438, PR fixant les règles de délégation de pouvoir de gestion du Conseil d'Administration de l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON à son Directeur Général.**

Le Président de la République, Chef du Gouvernement.

Vu la Loi Constitutionnelle n° 1/61 du 21 février 1961 et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret n° 221/PR du 3 février 1972 fixant la composition du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971 créant l'OFFICE NATIONAL DES BOIS DU GABON ;

Vu l'Ordonnance n° 30/72 du 11 avril 1972 complétant l'Ordonnance n° 57/71 du 2 octobre 1971 ;

La Cour Suprême consultée ;

Le Conseil des Ministres entendu.

**Décète :**

Art. 1<sup>er</sup>. — L'OFFICE NATIONAL DES BOIS est créé par un Directeur Général nommé par Décret du Président de la République, Chef du Gouvernement sur proposition du Conseil d'Administration, et responsable devant ce conseil. Il a, par délégation de pouvoirs du Président du Conseil d'Administration, les attributions suivantes :

a) Il représente l'OFFICE vis-à-vis des Administrations publiques, des banques, des compagnies de navigation et des particuliers.

b) Dans le cadre de la politique générale définie par le Conseil et à charge d'en rendre compte à ce dernier, suit la marche générale de l'Office, étudie la situation du marché et prend les décisions imposées par les cir-

c) Il a la charge de l'organisation administrative, commerciale et technique des Services de l'OFFICE et, à ce titre, engage et révoque le personnel.

d) Il assure la défense des intérêts de l'OFFICE tant en demandant qu'en défendant devant toutes juridictions aussi bien gabonaise qu'étrangère. Il fait mettre à exécution toute décision d'expertise. Il prend toutes garanties pour la sauvegarde des intérêts de l'OFFICE, telles notamment qu'inscriptions hypothécaires, nantissement, etc. Il peut transiger, compromettre, donner mainlevée de saisie et opposition. Il est habilité à passer tout marché et toutes acquisitions tant mobilières qu'immobilières ainsi qu'à leur réalisation, etc., d'une façon générale, et partout où besoin sera, il intervient dans toutes les opérations où l'OFFICE se trouve intéressé directement ou indirectement à l'occasion de ses activités et de son monopole.

e) Il établit les prévisions d'achat et de vente, il propose au Conseil les prix d'achat et de vente, compte tenu des droits de sortie ainsi que de l'ensemble des frais généraux jugés indispensables à la bonne marche de l'OFFICE.

f) Il contracte les emprunts, les avances et procède à toutes les opérations de banque, de douane et autres opérations propres à la gestion de l'OFFICE.

g) Il conclut les contrats d'achat avec les producteurs et de vente avec la clientèle ; il en assure l'exécution.

h) Il présente les projets de budget de fonctionnement et d'investissement annuels à l'approbation du Conseil, ainsi que les comptes et le bilan de l'exercice écoulé.

D'une façon générale, le Directeur Général exécute toutes les décisions du Conseil et assure, dans le cadre des pouvoirs ci-dessus, le fonctionnement et l'activité de l'OFFICE.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Art. 2. — Il est adjoint au Directeur Général, un Directeur Général Adjoint nommé également par Décret du Président de la République, sur proposition du Conseil d'Administration de l'OFFICE.

Le Directeur Général Adjoint seconde le Directeur Général dans l'ensemble de ses tâches et responsabilités.

Art. 3. — Le présent Décret sera publié selon la procédure d'urgence.

Fait à Libreville, le 11 avril 1972.

Albert-Bernard BONGO.

Par le Président de la République, Chef du Gouvernement :

Le Ministre des Eaux et Forêts,  
R. LANDJI.

Le Haut-Commissaire à la Présidence de la République, chargé de l'Office des Bois et des Relations Extérieures,  
M. ESSONGUE.